



Déclaration liminaire SAFIP CGTG au Groupe de travail sur l'organisation du contrôle fiscal – 25/09/2025

Une organisation qui inquiète plus qu'elle ne rassure.

Vous présentez une organisation du contrôle fiscal censée être efficiente.

Mais sur le terrain, la réalité est tout autre : l'essor de l'intelligence artificielle, loin de soulager les agents, crée une concurrence malsaine, nourrit l'angoisse et n'apporte pas les résultats annoncés par la DGFIP.

Les méthodes managériales actuelles ont atteint leurs limites : elles génèrent un climat délétère, de défiance et de souffrance.

La souffrance au travail n'est pas une abstraction : c'est le quotidien

1. Insécurité humaine

Les agents du contrôle fiscal subissent :

- une insécurité sur leur poste de travail, avec une mise en concurrence entre services,
- des objectifs intenable sans accompagnement technique suffisant sur les dossiers complexes,
- une absence d'écoute de la part de la direction et du chef de brigade sur les points sensibles,
- et une agressivité croissante des contribuables.

Tout cela fragilise les collègues, jusqu'à faire planer un risque suicidaire. Nous pensons ici à notre collègue disparu de Saint-Martin.

2. Insécurité technique

La mise à disposition d'un véhicule de service était une avancée. Mais son mauvais état mécanique et sanitaire en fait une menace pour la sécurité des agents.

La sécurité des agents en mission doit être une priorité.

3. Un parcours de formation incomplet et inégalitaire

- Les formations sont trop souvent imposées par la DIRCOFI, sans répondre aux besoins concrets des vérificateurs.
- Le planning Ulysse n'assure pas un parcours adapté aux agents les moins expérimentés.

Nous exigeons un parcours de formation individualisé et complet, garantissant l'égalité de traitement.

4. Le DUERP(document unique d'évaluation des risques professionnels) aux abonnés absents

À la Brigade de Vérification, l'évaluation des risques (DUERP) est quasiment inexistante.

Résultat : anxiété, perte de confiance, dévalorisation professionnelle.

Il est urgent de réactiver et faire vivre le DUERP, outil obligatoire et protecteur.

5. Souffrance du chef de service

Douze agents pour un seul chef de brigade : c'est une surcharge insoutenable.

Cela met en danger sa santé physique et psychologique, mais aussi la qualité du travail collectif.

Nous demandons une organisation à deux têtes pour rétablir un équilibre et une meilleure dynamique.

6. Handicap

Les objectifs attendus à la BDV ne prennent pas suffisamment la problématique liée aux agents en situations de handicap. Les attentes ne doivent pas être les mêmes pour les rendus de dossier. Il en est de même pour les agents ayant une dérogation pour des activités de comptabilité annexes.

Nos attentes concrètes

- Le scénario d'évolution du PCE, présenté lors de notre dernière rencontre, nous convenait :
- Un cadre A expert au SIE du Lamentin,
- Les agents du Pôle de Contrôle maintenus à Morne Caruel.

C'était un compromis acceptable.

Mais la disparition du cadre A dédié à la cellule CSP du SIP soulève de sérieuses interrogations.

Nous attendons du GT des réponses claires et concrètes, pas de nouvelles incertitudes.

Basse-terre, le 25 septembre 2025

Les expert-e-s pour le SAFIP CGTG,

Sabrina BOUCAUD, Lya DORLEANS, Charles-Henri GUSTAVE, Steeven FRÉDÉRIC